

Connaissance de l'emploi 2012

Comment les jeunes issus de l'immigration cherchent-ils et trouvent-ils un emploi ?

#99 - décembre 2012 - Yaël Brinbaum, Géraldine Rieucan

L'analyse des données recueillies par l'enquête Trajectoires et Origines (TeO) en 2008-2009 sur la diversité des populations en France éclaire la façon dont les jeunes actifs issus de l'immigration recherchent et trouvent leur e m p l o i .

Les descendants d'immigrés effectuent autant de démarches de recherche d'emploi que la population majoritaire. Certains groupes se distinguent par leur propension à activer plus ou moins certains canaux (missions locales, candidatures spontanées, etc.). Toutefois, à caractéristiques individuelles similaires, les démarches de recherche dépendent davantage du niveau de diplôme, de l'origine sociale ou de l'expérience acquise que du pays de naissance des parents. L'enquête montre par ailleurs que les candidatures spontanées et les réseaux relationnels représentent pour les jeunes salariés, quelle que soit leur origine, les deux premiers canaux d'obtention de leur emploi. Pour ceux qui sont peu armés pour se confronter aux canaux les plus sélectifs et qui ne bénéficient pas de relations ancrées dans le monde du travail, les intermédiaires publics constituent un mode privilégié d'accès à l'emploi.

[!\[\]\(003082e50e3009141f59bd5df831749f_img.jpg\) Télécharger le pdf](#)

Une profession sous contrainte de qualité : les bouchers

#98 - novembre 2012 - Marie-Victoire Bouquet, Pierre Clément, Loïc Trabut

Entre 1980 et 2009, les produits carnés achetés dans les boucheries artisanales ont chuté de 73 %, au profit de ceux vendus en grandes et moyennes surfaces (GMS). Dans la lutte pour leur survie, les artisans n'ont d'autre arme que la promotion de la qualité. Celle-ci s'exerce à toutes les étapes de leur activité et s'appuie sur leur savoir-faire. Pour regagner la confiance des consommateurs ébranlée par les crises sanitaires, les GMS ont également adopté cette stratégie de qualité, qui passe par la notion de « traçabilité » et la création de marques propres. Dans ce contexte de concurrence, la figure du chef de rayon-boucherie n'apparaît pas aussi éloignée de celle de l'artisan qu'attendu. En effet, l'un comme l'autre suivent la même formation et acquièrent les mêmes compétences. Seule leur origine socio-professionnelle détermine les conditions d'exercice du métier et le statut d'emploi à l'issue de l'apprentissage. Artisans ou chefs de rayon mènent en fin de compte une entreprise de séduction vis-à-vis de la clientèle, selon une mise en scène bien réglée.

[!\[\]\(d3102649f02e825ddb76dc3de0190154_img.jpg\) Télécharger le pdf](#)

Les raisons de rompre un CDI par rupture conventionnelle

#97 - octobre 2012 - Raphaël Dalmasso, Bernard Gomel, Dominique Méda, Évelyne Serverin

Aux côtés de la démission et du licenciement, la rupture conventionnelle (RC) constitue désormais une troisième modalité pour mettre fin au contrat de travail à durée indéterminée (CDI). Ce dispositif requiert le double consentement de l'employeur et du salarié sans que les motifs de la rupture soient exprimés. Le grand nombre de ruptures homologuées – plus de 25 000 par mois en moyenne en 2012 – pose la question des circonstances dans lesquelles ce double consentement est intervenu. Une enquête auprès de cent un salariés ayant utilisé le dispositif a permis de recueillir des informations précieuses. Les entretiens font en effet apparaître des circonstances variées qui mettent en évidence la grande diversité des usages et révèlent de nombreux traits communs entre la rupture conventionnelle et les dispositifs juridiques qui encadraient jusqu'alors la rupture du CDI : démission, mais aussi prise d'acte, et licenciement.

[!\[\]\(99f58673407353e96a019fbca558fd72_img.jpg\) Télécharger le pdf](#)

Violences au travail : que mesure-t-on dans les enquêtes ?

#96 - septembre 2012 - Catherine Cavalin

À propos des situations de travail comme des autres situations sociales, se pose la délicate question de la définition – toujours fuyante – de la ou des violence(s). Elle se pose en particulier à qui souhaite donner un contenu explicite et clair aux indicateurs statistiques destinés à mesurer les actes visés. En France, au moins deux types d'approches statistiques cherchent à prendre cette mesure : les enquêtes socio-démographiques, qui de manière transversale abordent les violences dans diverses sphères de la vie sociale, et celles qui se limitent aux situations de travail. Chacune semble œuvrer dans un champ distinct avec ses propres vocables et questionnements. Pourtant, et grâce aux glissements lexicaux qui se sont opérés ces dernières années, n'analysent-elles pas les mêmes événements. On peut souhaiter pour l'avenir qu'elles clarifient leurs objets et, si possible, interagissent afin de marier les avancées de la statistique générale sur les violences aux progrès de la connaissance du travail hérités d'une quarantaine d'années d'enquêtes spécialisées.

[!\[\]\(de95854c7ee024cfadc48187bbb781b2_img.jpg\) Télécharger le pdf](#)

La difficile construction d'une politique de formation territorialisée en Ile-de-France

#95 - août 2012 - Jules Simha, Carole Tuchsirer

Les régions, aujourd'hui compétentes en matière de formation professionnelle des demandeurs d'emploi, s'efforcent d'adapter leurs actions au plus près des besoins de leurs populations. Pour poursuivre cet effort, elles s'engagent dans la voie de la « territorialisation ».

La mise en place par le conseil régional d'Île-de-France d'un programme qualifiant territorialisé, porté localement par les communautés d'agglomération, laisse apparaître les difficultés à appréhender les contours du « territoire pertinent » en matière de régionalisation de la formation. Trois exemples illustrent ces difficultés, et chacun souligne à quel point le « territoire pertinent » ne peut être désigné à partir d'un seul et unique critère tel que le partenariat local, l'espace géographico-administratif ou le projet. En définitive, seule une conjonction de ces trois dimensions semble en mesure d'en faire avancer la définition.

[!\[\]\(1d3a1175dd4902218e694b9c098adb83_img.jpg\) Télécharger le pdf](#)

Effet des emplois jeunes sur les trajectoires professionnelles

#94 - juillet 2012 - Bernard Gomel et Alberto Lopez

À l'heure où le gouvernement s'apprête à mettre en place les « emplois d'avenir », l'étude du CEE auprès d'une cohorte d'anciens bénéficiaires du dispositif emplois jeunes est instructive. L'exploitation de l'enquête Génération 1998 à 10 ans du Céreq montre que ce type de mesure joue pleinement son rôle d'accueil des jeunes dans une première expérience professionnelle, comme ce fut le cas au début des années 2000 où le passage par un emploi jeune contribua à la baisse de leur taux de chômage. Mais la mesure a aussi laissé des traces durables sur la trajectoire salariale de ses bénéficiaires. L'application des grilles salariales et la valorisation de l'expérience de travail, pendant et après le contrat aidé, peuvent éviter cet écueil, conjuguées à la mobilisation des entreprises, des syndicats et des missions locales pour accompagner les jeunes et faire reconnaître leurs acquis.

[!\[\]\(a03a7eb2f4046e1d3c76772003e549ea_img.jpg\) Télécharger le pdf](#)

Le RSA est-il plus incitatif à la reprise d'emploi que le RMI ?

#93 - juin 2012 - Véronique Simonnet

En complétant de façon pérenne les ressources des foyers modestes pour les porter à un niveau garanti qui croît avec les revenus d'activité, le revenu de solidarité active (RSA) instauré en 2009 visait à lutter contre la pauvreté laborieuse et à accroître l'incitation au travail. Cependant, la suppression de diverses primes et les arbitrages opérés quant à l'attribution de certains transferts sociaux conduisent à relativiser l'incidence du RSA sur les revenus des allocataires, à court terme comme à long terme. L'étude de cas types fait apparaître que le RSA est financièrement plus avantageux à long terme que le dispositif RMI (revenu minimum d'insertion) pour les allocataires retrouvant un emploi au Smic, mais qu'il l'est moins à court terme.

[!\[\]\(5361750c22c4e047a52f4eac1ec2d4cc_img.jpg\) Télécharger le pdf](#)

Conditions de travail et seniors : quelques expériences

#92 - mai 2012 - Annie Jolivet, Serge Volkoff, Laurent Caron, Fabienne Caser, Catherine Delgoulet, Laurence Théry

Que se passe-t-il concrètement quand des entreprises cherchent à améliorer les conditions de travail ou prévenir la pénibilité, en lien avec les réflexions et négociations suscitées par la loi de 2008 sur l'emploi des seniors ? L'étude présentée s'efforce de répondre à cette question en se focalisant sur quatre initiatives, qui illustrent au mieux la diversité

des solutions adoptées mais aussi des difficultés rencontrées en matière d'adaptation des conditions de travail aux seniors.

L'amélioration des conditions de travail et la prévention de la pénibilité constituent un domaine d'action durablement investi par des entreprises conscientes de l'enjeu que constitue le maintien en emploi des seniors. L'étude souligne l'importance, pour les directions comme pour la réussite des actions menées, d'une connaissance fine des compétences des salariés et des conditions de réalisation des tâches, sans perdre de vue les performances et la compétitivité de l'entreprise ainsi que le cadre posé par la loi.

[!\[\]\(2bdfe261b986065ee0ac76460d6528c9_img.jpg\) Télécharger le pdf](#)

L'impact d'événements de santé non liés au travail sur le devenir professionnel

#91 - avril 2012 - Emmanuel Duguet, Christine Le Clainche

Pour apprécier les conséquences d'un accident ou d'une maladie chronique non liés aux conditions de travail sur le parcours professionnel, l'enquête Santé, Itinéraires professionnels apporte de précieuses données longitudinales. Une série de traitements statistiques et économétriques fait alors apparaître que les événements de santé non professionnels pénalisent plutôt les personnes les moins formées. Déjà fragilisées sur le marché du travail, celles-ci passent plus souvent de l'emploi à l'inactivité, alors que les individus possédant un niveau d'éducation secondaire ou supérieur restent davantage en emploi.

Ce constat peut s'expliquer par le fait que les individus disposant d'un plus faible niveau de formation initiale ont moins accès aux soins et que leurs conditions de travail sont moins aisément compatibles avec les contraintes liées à leur état de santé. D'où la nécessité de développer des politiques améliorant la réinsertion dans l'emploi par l'aménagement des conditions de travail ou l'accès à des formations de reconversion.

[!\[\]\(ec9132f1d27c8919987d92907322654d_img.jpg\) Télécharger le pdf](#)

Les figures patronales dans le kaléidoscope de la formation professionnelle

#90 - mars 2012 - Carole Tuchsirer

Si les divergences entre syndicats de salariés apparaissent de façon récurrente, il est d'usage de présenter le patronat comme un groupe social homogène. Cependant, une recherche récente met au jour de réelles dissensions au sein de l'univers patronal. Dans le champ de la formation professionnelle, ces dissensions ont été observées au niveau national comme à l'échelon régional.

Les négociations entre partenaires sociaux, qui ont précédé l'accord national de janvier 2009, ont en effet été l'occasion, d'affrontements mettant en cause la légitimité du Medef à représenter seul le camp patronal. À l'échelon régional, le même constat s'impose. Si le Medef a su maintenir, au niveau paritaire, l'unité du patronat, en sera-t-il toujours ainsi ? Certaines organisations patronales réclament déjà l'ouverture d'un débat sur la mesure de leur représentativité.

[!\[\]\(fe3aebe81acea8d45108cd2768939da7_img.jpg\) Télécharger le pdf](#)

Trouver ou créer son emploi grâce aux mêmes appuis

#89 - février 2012 - Guillemette de Larquier, Géraldine Rieucan

La création de son propre emploi, via la création d'entreprise, est présentée comme alternative au fait de ne pas trouver d'emploi salarié, en supposant que les modalités d'accès à ces statuts – salarié ou indépendant – sont très distinctes. L'exploitation statistique de deux enquêtes de l'Insee suggère au contraire que ces modalités d'accès sont proches.

En effet, les principaux appuis qui ont permis aux uns de créer leur emploi et aux autres d'accéder au salariat sont similaires. Dans un cas comme dans l'autre, certains n'ont compté que sur eux-mêmes pour valoriser leur projet, d'autres sont passés par des institutions, d'autres encore ont utilisé leurs réseaux relationnels. Chacune des voies empruntées (démarches autonomes, institutions ou relations) correspond à un profil socio-économique spécifique et met en jeu un mode particulier de valorisation et d'évaluation des individus et de leurs projets.

[!\[\]\(e2376d476d06eb31946dc01a69a4403a_img.jpg\) Télécharger le pdf](#)

Des rémunérations plus complexes : un défi pour les négociations salariales

#88 - janvier 2012 - Nicolas Castel, Noélie Delahaie, Héloïse Petit

Au cours des trois dernières décennies, les entreprises ont développé des politiques « mixtes » de rémunération, c'est-à-dire des politiques marquées par l'individualisation des salaires et associant part fixe et part variable selon diverses combinaisons.

Dans le même temps s'est diffusée la négociation au niveau de l'entreprise, rendue obligatoire par les lois Auroux. Une exploration statistique menée à partir de l'enquête Reponse 2004-2005 montre que les politiques mixtes de rémunération concernent près du tiers des salariés. L'analyse croisée des données statistiques et d'une étude de cas, portant sur un groupe automobile, révèle que l'influence des négociations d'entreprise en matière de rémunération se trouve limitée à la fois par le jeu de contraintes extérieures aux unités et par des pratiques de revalorisations salariales individualisées, qui échappent à toute discussion collective.

[!\[\]\(8bba887393ca45b761e5cb49e755e762_img.jpg\) Télécharger le pdf](#)



- + [2018](#)
- + [2017](#)
- + [2016](#)
- + [2015](#)
- + [2014](#)
- + [2013](#)
- + [2012](#)
- + [2011](#)
- + [2010](#)
- + [2009](#)
- + [2008](#)
- + [2007](#)
- + [2006](#)
- + [2005](#)
- + [2004](#)

<https://ceet.cnam.fr/publications/connaissance-de-l-emploi/connaissance-de-l-emploi-2012-949402.kjsp?RH=1507626>